

Références : 20230411_UIDLHL_EAR_137_RAP
Code AIOT : 0006103339

ST ETIENNE, le 11 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CASTMETAL FEURS

Boulevard de la Boissonnette
42110 Feurs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 avril 2023 dans l'établissement CASTMETAL FEURS implanté 1 Boulevard de la Boissonnette 42110 Feurs. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à une prise de connaissance du site par son nouvel inspecteur référent, et a été l'occasion d'un contrôle dans le cadre de l'Opération régionale Coup de Poing "Produits chimiques"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTMETAL FEURS
- 1 Boulevard de la Boissonnette 42110 Feurs
- Code AIOT : 0006103339
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Entreprise existe depuis 1915 et fabriquait des obus. Elle a été convertie à l'acier en 1940 par un industriel ardennais.

Son métier initial était la production de pièces pour engins TP puis a connu une diversification vers d'autres clients TP, minier, ferroviaire, militaire (ALSTHOM SIEMENS), agriculture (pièces charrues et tracteurs), manutention (pièces pour chariots élévateurs)

L'ensemble de la branche métal de SAFE représente 1250 personnes – 200 personnes à FEURS dont 130 en production ou rattachées et 70 dans services annexes à production. Les services commerciaux et finances relèvent de la branche.

Le site comporte une aciérie (1 four de fusion) et trois zones fonderie (sable - l'une à verre avec bentonite, les deux autres avec une résine comme liant) : petites, moyennes et grandes pièces ; 90 % du sable est régénéré sur site.

L'usinage de pièce peut être réalisé hors site (externalisation en 2015).

Le site dispose de postes de grenaillages impliquant un ensemble d'émissaires (6).

La peinture des pièces n'est plus réalisée sur site depuis 2019 (cabine désaffectée).

Au jour de l'inspection, le site est en sous-activité (travail en 1*8 de 2 chantiers sur 3) par rapport à sa capacité nominale de production.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Opération Coup de poing "produits chimiques"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les plaintes de voisinage sont rares désormais ; l'an dernier, un voisin a signalé un ventilateur/aspiration qui était resté allumé le week-end. Parfois l'été, des plaintes sont formulées quand les portes sont ouvertes et que le chantier tourne de 5 à 9 h. Les voisins ont le numéro du responsable maintenance pour appeler en cas de problème.

Les consommations en eau sont en réduction : 7000 m³ en 2021 et 6200 m³ en 2022 ; des compteurs permettent de suivre les consommations des postes et de corriger les surconsommations intempestives.

L'exploitant a répondu à l'Enquête DREAL sur le futur Arrêté Cadre Sécheresse et a reçu un retour.

SAFE utilise un prestataire en Veille Réglementaire qui permet de répercuter sur les unités les évolutions à appliquer.

Le groupe travaille sur l'énergie : CASTMETAL est site pilote pour éclairage leds et travaille actuellement sur les pertes des réseaux air des compresseurs pour économiser de l'énergie
Le groupe a réfléchi à installer des panneaux photovoltaïques, mais il n'est pas possible de relier le site au réseau avec le transformateur actuel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit utiliser la plateforme SEIRICH (www.seirich.fr) pour disposer des fiches de données sécurité de ses produits à jour au fur et à mesure de leur mise à disposition par les fournisseurs
Les fiches à jour seront à mettre à disposition des personnels dans les ateliers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'inspection s'est focalisée sur le produit ALPHASET RESIN TPA275 du fournisseur ASK CHEMICALS Les GRV contenant le produit sont stockés en caissons bleus dans le secteur produits chimiques avec les autres produits. Ils portent les étiquettes réglementaires, avec le libellé littéral des mentions de dangers et de prudence. Cependant, les mentions H et P ne sont pas précisées.
Observations : L'exploitant fera remonter à son fournisseur la recommandation d'indiquer les mentions H et P avant leur libellé littéral sur les étiquettes des GRV.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : Les FDS sont disponibles auprès du responsable de production. Elles sont disponibles en format papier près des postes de travail.</p> <p>Les prescriptions semblent respectées, mais il a été noté que le produit de flammage, dans les ateliers de fonderie, est stocké en GRV sur rétention à proximité immédiate du poste de flammage. S'agissant d'un produit inflammable, une solution doit être trouvée pour supprimer le risque d'inflammation du GRV en cours d'utilisation.</p>
<p>Observations : L'annexe II du Règlement REACH a été modifiée par le Règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS).</p> <p>Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021. Il prévoit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2022 pendant laquelle 2 formats de FDS peuvent être fournies.</p> <p>Les principales informations supplémentaires exigées par ce Règlement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions ou des modalités de surveillances prescrites à l'utilisateur, si le produit contient une substance autorisée au titre de REACH (ex : chrome VI) ; - la présence de nanoformes / nanomatériaux dans le produit ; - la présence de perturbateurs endocriniens dans le produit ; - le numéro UFI (pour certains produits uniquement) utilisé par les centres antipoison européens ; - des données toxicologiques supplémentaires et utiles à l'élaboration de la classification (LCS, facteur M et ETA) <p>Depuis le 1er janvier 2023, les FDS révisées avant le 1er janvier 2021 sont obsolètes. L'exploitant indique utiliser la plateforme SEIRICH pour ses produits chimiques. Il devra télécharger les versions à jour des FDS des produits chimiques utilisés dès que ses fournisseurs indiqueront qu'elles sont compatibles aux dispositions en vigueur (règlement (UE) n°2020/878) et au plus tard au 31 mars 2024.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]
Constats : Les "caissons bleus" de stockage des produits chimiques sont équipés de rétentions dimensionnées par conception en respect de l'obligation réglementaire. Dans les ateliers de l'aciérie et des trois fonderies, les produits chimiques sont également stockés sur rétentions d'un volume au moins égal au contenant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Les "caissons bleus" de stockage des produits chimiques sont en bon état. L'ensemble de la zone est revêtu d'une dalle avec pente et le regard dispose d'un obturateur à clé. Il est contrôlé périodiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Le responsable du magasin est gardien des clés des "caissons bleus" où sont stockés les produits chimiques. Les incompatibilités sont systématiquement contrôlées pour un stockage dans le caisson adapté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Un inventaire est effectué la 2 ^e semaine de chaque mois, car le fournisseur a un délai de livraison de 2 semaines. La consommation du produit contrôlé est de 2,4 t par semaine (soit deux GRV par semaine). A réception, le responsable magasin vérifie l'opercule et l'état du container. La présence de l'opercule est contrôlée avant tout déplacement de GRV vers l'atelier de fonderie. Les contenants vides sont repris pour lavage ou destruction selon la nature des produits, et suivent la filière réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : Le Plan de surveillance en vigueur sur le site comporte des fiches exercices, et des fiches réflexes. Des kits de sécurité sont présents sur les zones d'utilisation des produits. Une formation des arrivants à la sécurité est assurée par l'infirmière du site à leur accueil.
Observations : La consigne de stockage est à afficher sur une zone déportée pour lecture lors d'une éventuelle intervention. Son positionnement sur l'un des caissons pourrait s'avérer inutile en cas d'incendie sur la zone. Il a été noté que les "caissons bleus" de stockage des produits inflammables sont les plus proches du stockage de palettes. Bien que les caissons soient protégés et que l'aire de stockage de palettes dispose d'une mur de séparation, il est demandé d'éloigner les inflammables du stockage palettes en inversant les stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet